



PROVINCE DE QUÉBEC
MUNICIPALITÉ DU CANTON DE SAINT-CAMILLE

AVIS PUBLIC
DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE
SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 2023-07 MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE

AUX PERSONNES INTÉRESSÉES AYANT LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE À L'ÉGARD DU SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 2023-07.

À la suite de la période de consultation portant sur le premier projet de règlement, le conseil de la Municipalité du Canton de Saint-Camille a adopté, lors de sa séance ordinaire tenue le 5 juin 2023 le second projet de règlement suivant :

SECOND PROJET DE RÈGLEMENT 2023-07
MODIFIANT LE RÈGLEMENT DE ZONAGE 2002-04 ET SES AMENDEMENTS

Ce second projet de règlement ne contient aucun changement par rapport au premier projet.

DEMANDE D'APPROBATION RÉFÉRENDAIRE

Ce second projet de règlement contient des dispositions qui peuvent faire l'objet d'une demande, de la part des personnes intéressées de la zone visée et des zones contiguës, afin qu'un règlement contenant ces dispositions soit soumis à leur approbation conformément à la *Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités*.

Une telle demande vise à soumettre ces dispositions à l'approbation des personnes habiles à voter de la zone à laquelle elles s'appliquent et de celles de toute zone contiguë d'où provient une demande valide.

Ainsi, une demande relative à l'une des dispositions suivantes peut provenir des personnes intéressées d'une zone directement visée par celle-ci ou d'une zone qui est contiguë à une zone visée :

Description et zone visée	Zones contiguës
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M1 (article 2) Zone M1	M2, M3, M4, M7, M9, M10, Aa11
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M2 (article 3) Zone M2	M1, Aa11
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M3 (article 4) Zone M3	M1, M4, Aa11
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M4 (article 5) Zone M4	M1, M3, Aa11
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M7 (article 6) Zone M7	M1, M10, R8, R21, I6, Aa11
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M9 (article 7) Zone M9	M10, Aa11
Prohiber l'usage spécifique « Résidence de tourisme », dans la zone M10 (article 8) Zone M10	M9, M1, M7, R8, Aa11
Prohiber la classe d'usage « Hébergement », dans la zone Rua13 (article 9) Zone Rua13	Ab14, Ab20, Rub12

LOCALISATION DES ZONES VISÉES ET CONTIGUËS

Les plans montrant la localisation des zones M1, M2, M3, M4, M7, M9, M10 et Rua13 et des zones contiguës sont annexés au présent avis pour en faire partie intégrante.

CONDITIONS DE VALIDITÉ D'UNE DEMANDE

Pour être valide, une demande doit :

- Identifier clairement la disposition qui en fait l'objet et la zone d'où elle provient;

- Être signée par au moins 12 personnes intéressées de la zone d'où elle provient ou par au moins la majorité d'entre elles si le nombre de personnes intéressées dans la zone n'excède pas 21;
- Être reçue au bureau de la Municipalité au plus tard le 5 septembre 2023 (8^e jour qui suit la parution de l'avis)

CONDITIONS À REMPLIR POUR AVOIR LE DROIT DE SIGNER UNE DEMANDE

Est une personne habile à voter :

1. Une personne qui n'est frappée d'aucune incapacité de voter et qui remplit les conditions suivantes à la date d'adoption du second projet de règlement :
 - Être domiciliée dans la zone d'où peut provenir une demande;
 - Être domiciliée depuis au moins 6 mois au Québec.
2. Le propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise qui n'est frappé d'aucune incapacité de voter et qui remplit la condition suivante à la date d'adoption du second projet de règlement :
 - Être propriétaire d'un immeuble ou occupant d'un établissement d'entreprise situé dans la zone d'où peut provenir une demande depuis au moins 12 mois.

Pour exercer son droit :

1. Le copropriétaire indivis d'un immeuble ou le cooccupant d'un établissement d'entreprise doit être désigné, au moyen d'une procuration signée par la majorité des personnes qui sont copropriétaires ou cooccupants, comme celui qui a le droit de signer le registre en leur nom et d'être inscrit sur la liste référendaire, le cas échéant; la procuration doit avoir déjà été produite ou être produite lors de la signature de la demande.
2. Une personne physique doit être majeure, de citoyenneté canadienne et ne pas être en curatelle.
3. Une personne morale doit désigner parmi ses membres, administrateurs ou employés, par résolution, une personne qui, à la date d'adoption du règlement et au moment d'exercer ses droits, est majeure, de citoyenneté canadienne, qui n'est pas en curatelle et n'est frappée d'aucune incapacité de voter prévue par la loi; la résolution doit avoir déjà été produite ou être produite lors de la signature de la demande.

Sauf dans le cas d'une personne désignée à titre de représentant d'une personne morale, nul ne peut être considéré comme personne habile à voter à plus d'un titre conformément à l'article 531 de la Loi sur les élections et les référendums dans les municipalités.

ABSENCES DE DEMANDES

Toutes les dispositions du second projet qui n'auront fait l'objet d'aucune demande valide pourront être incluses dans un règlement qui n'aura pas à être approuvé par les personnes habiles à voter.

CONSULTATION DU PROJET

Une copie du projet de règlement peut être consultée au bureau municipal sis au 85, rue Desrivières à Saint-Camille, aux heures habituelles de bureau de même que sur le site web de la municipalité.

Des informations concernant ce processus peuvent être fournies gratuitement au bureau de la Municipalité. Le formulaire de demande d'approbation référendaire est disponible au bureau de la municipalité.

DONNÉ À SAINT-CAMILLE, CE 28^E JOUR DU MOIS D'AOÛT 2023.


 Julie Vaillancourt
 Directrice générale et greffière-trésorière

CERTIFICAT DE PUBLICATION

Je, soussignée, domiciliée à Wotton, certifie sous mon serment d'office que j'ai publié l'avis ci-annexé en affichant deux copies, aux endroits désignés par le conseil entre 8 heures et 17 heures, 28^e jour du mois d'août 2023.

EN FOI DE QUOI, je donne ce certificat, ce 28^e jour du mois d'août 2023.



Julie Vaillancourt
Directrice générale et greffière-trésorière